

les facteurs de la crise

Il ne saurait être question ici d'analyser en détail la crise de l'agriculture et les diverses mesures de restructuration qu'a suscitées la bourgeoisie pour apporter à cette crise des solutions qui correspondent à ses intérêts. Nous nous contenterons d'indiquer plus particulièrement pour la Bretagne les grandes tendances d'une évolution socio-économique qui permet de saisir les racines du mécontentement actuel, ainsi que les facteurs qui ont rendu possible l'éclatement d'un tel mouvement de grève.

1) La baisse du pouvoir d'achat

Alors que la seconde guerre mondiale avait suscité une pénurie de produits alimentaires propice à une flambée des prix agricoles, la situation se stabilise très nettement à partir de 1949, année où les revenus agricoles ont retrouvé leur niveau d'avant guerre. Dès cette époque, les prix à la production ne progressent plus qu'à un niveau légèrement supérieur à celui des charges d'exploitation (énergie, engrais, machines, etc...). A partir de 1958, cette tendance est nettement et définitivement confirmée : les charges d'exploitation progressent plus rapidement que les prix à la production : cela se traduit par une baisse continue des revenus agricoles. Encore faut-il voir que cette évolution d'ensemble cache de profondes disparités entre des régions riches telles que le bassin parisien et les départements de polyculture et d'élevage traditionnels, et aussi entre exploitants d'une même région. Parmi celles-ci, la Bretagne occupe une place particulière en raison de l'étroitesse de ses structures de production, liée à l'abondance de la population agricole. Un chiffre est particulièrement significatif à cet égard : c'est le rapport entre le revenu par actif agricole et la moyenne agricole française. Pour une moyenne de 100, le revenu moyen d'un actif breton est de 77 en 1955, contre 186 pour la moyenne du Nord, 162 pour celle du bassin parisien, et 145 pour celle de la Haute Normandie.

La dégradation importante du revenu agricole entraîne, dès 1955 une recrudescence de l'exode rural sur le plan national. Dans les dix années suivantes, ce mouvement se traduit dans l'Ouest par un départ des salariés d'abord, des aides familiaux ensuite, ce qui n'affecte pas fondamentalement les structures d'exploitation. Celles-ci restent très étroites : en 1963, 70 % des exploitations bretonnes ont entre 5 et 20 hectares ; les autres n'atteignent pas 50 hectares.

2) Un endettement croissant

Comme il est impossible d'accroître les surfaces cultivées, on va assister, en Bretagne, à la recherche d'une meilleure productivité à l'hectare, rendue possible par l'utilisation de techniques modernes de production (intensification fourragère).

Ceci correspond alors à une tentative de la bourgeoisie de régler le problème de l'approvisionnement en produits alimentaires et de poser les bases d'une future restructuration tout en ménageant l'électorat paysan et en paraissant lui apporter une issue à court terme. C'est l'époque du « Investissez et vous améliorerez votre revenu ». Cette démagogie permet de continuer à entretenir dans les campagnes le mythe de l'exploitation familiale, en laissant entendre que les possibilités nouvelles offertes par la CEE ouvrent des marchés illimités aux petites exploitations familiales.

Ces illusions modernistes sont véhiculées dans le monde paysan par le CNJA et une fraction de la FNSEA que représente Debatisse. On assiste alors à la montée d'un nouveau corporatisme paysan fondé sur l'amélioration progressive de la condition de tous les agriculteurs par l'utilisation des techniques modernes et le contrôle de la commercialisation par le biais des coopératives. Celles-ci vont de plus en plus jouer un rôle moteur dans l'orientation de la production.

Dans l'Ouest où il n'existe alors qu'un nombre infime d'exploitations hautement mécanisées et rentables, on assiste, à la fin des années 50 à une première différenciation :

— il y a ceux qui commencent à investir (parfois en empruntant la quasi totalité du capital) et s'assurant une meilleure productivité

— et ceux qui continuent à utiliser les techniques culturelles anciennes.

Les premiers s'endettent lourdement en espérant re-